

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204305]

13 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée, notamment, par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

Vu le décret spécial du 12 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement wallon, constitué en application des articles 60 et 71 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Ministre" : un Ministre, Membre du Gouvernement wallon;

2° "loi" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

3° "décret" : le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Elio Di Rupo, Ministre-Président, est compétent pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication;

2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement;

3° l'évaluation, la prospective et la statistique;

4° la coordination du plan de transition;

5° la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels européens, de leur mise en œuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales;

6° la coordination de la lutte contre la pauvreté;

7° l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités publiques, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, II, 5°, de la loi;

8° la coordination du plan Pluies;

9° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale;

10° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du Collège des procureurs généraux;

11° l'Espace Wallonie-Bruxelles;

12° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi;

13° l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4°, de la loi;

14° les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 8°, de la loi.

Art. 3. Willy Borsus, Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, est compétent pour :

1° l'économie, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, 1° à 3°, et 6° à 8°, de la loi, en ce compris :

a) les P.M.E. et l'agrégation des entrepreneurs;

b) les fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées, en ce compris la coordination des dossiers;

c) les pôles de compétitivité et leur coordination;

d) le pôle de l'image;

e) la politique des débouchés et des exportations et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;

f) l'accueil des investissements étrangers;

g) la politique des prix dans le secteur de l'eau;

2° la recherche scientifique, telle que visée à l'article 6^{bis} de la loi;

3° le commerce extérieur;

4° les technologies nouvelles, y compris le réseau des fibres optiques;

5° les télécommunications;

6° les cyber-classes et cyber-écoles;

7° l'économie numérique;

8° les implantations commerciales;

9° la tutelle sur SA SOWAFINAL sans préjudice des compétences spécifiques des Ministres fonctionnels inhérentes aux programmes de financement;

10° l'IFAPME et les centres de compétences;

11° l'aménagement du territoire, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, à l'exception du 4° et du 7°;

12° la procédure judiciaire spécifiquement applicable en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique telle que visée à l'article 6^{quater} de la loi;

13° la prospective pour l'extension des zones urbaines;

14° la mise en œuvre du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

15° la cartographie;

16° l'agriculture, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, V, 1°, 2° et 3°, de la loi, en ce compris l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités agricoles, le Centre de recherches agronomiques de Gembloux, les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles;

17° la reconversion et le recyclage professionnels, tels que visés à l'article 3, 3°, du décret pour ce qui concerne le secteur agricole;

18° la chasse et la pêche.

Art. 4. Philippe Henry, Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, est compétent pour :

1° l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi, en ce compris la valorisation des terrils;

2° le climat;

3° la mobilité, y compris la mobilité douce;

4° le transport en commun, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, X, 8°, de la loi et les actions du programme 14.02 du budget;

5° le transport scolaire, tel que visé à l'article 3, 5°, du décret;

6° la promotion des voies navigables et du RAVEL;

7° les aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB et, conformément au décret du 28 février 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 5 octobre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques, le financement additionnel d'investissements d'aménagement, d'adaptation ou de modernisation de lignes de chemin de fer, ainsi que des équipements complémentaires sur les points d'arrêts non gardés renforçant leur visibilité et leur intermodalité avec les transports publics, les modes actifs, les taxis et les voitures partagées, pour autant qu'ils soient réalisés en sus des investissements repris dans un plan pluriannuel d'investissement effectivement doté, par l'autorité fédérale, de moyens suffisants pour assurer une offre de transport ferroviaire attractive, performante et efficacement interconnectée avec les autres modes de transport sur l'ensemble du territoire et dans une proportionnalité par rapport au financement fédéral fixée par l'accord de coopération précité;

8° les règles de police de la navigation sur les voies navigables, à l'exclusion de la réglementation en matière de transport de matières animales qui présentent un danger pour la population, de transport de matières radioactives et de transport de matières explosives;

9° les règles de prescriptions d'équipage de navigation intérieure et les règles en matière de sécurité des bateaux de navigation intérieure et des bateaux de navigation intérieure qui sont aussi utilisés pour effectuer des voyages non internationaux par mer;

10° les normes techniques minimales de sécurité en matière de construction et d'entretien des routes et de leurs dépendances, et des voies hydrauliques et leurs dépendances;

11° la réglementation en matière de transport de marchandises dangereuses et de transport exceptionnel par route, à l'exclusion de la réglementation en matière de transport de matières radioactives, de transport d'explosifs et de transport de matières animales qui présentent un danger pour la population;

12° les travaux publics, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 1° à 6°, de la loi, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies hydrauliques;

13° le dragage des voies hydrauliques, dont le dragage proprement dit, le traitement, le séchage et la valorisation des résidus de dragage;

14° les grands ouvrages d'art, tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 dressant la liste des voies hydrauliques et de leurs dépendances transférées de l'Etat à la Région wallonne.

Art. 5. Christie Morreale, Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, est compétente pour :

1° la politique de l'emploi, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi;

2° la promotion sociale, la reconversion et le recyclage professionnels et les systèmes de formation d'alternance, tels que visés à l'article 3, 2°, 3° et 4° du décret, sauf en ce qui concerne le secteur agricole, l'IFAPME et les centres de compétences;

3° l'économie sociale;

4° la politique de santé, telle que visée à l'article 3, 6°, du décret;

5° l'aide aux personnes, telle que visée à l'article 3, 7°, du décret, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'action sociale et de la tutelle sur ceux-ci;

6° la politique des prix dans les maisons de repos;

7° l'égalité des chances;

8° les droits des femmes.

Art. 6. Jean-Luc Crucke, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, est compétent pour :

1° le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

2° les aéroports, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 7° et 9°, de la loi ainsi que leur équipement et leur exploitation;

3° les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées d'éducation physique, de sports et de vie en plein air, telles que visées à l'article 3, 1°, du décret.

4° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière et la gestion mobilière;

5° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6*quinquies* de la loi.

Art. 7. Pierre-Yves Dermagne, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, est compétent pour :

1° le logement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi;

2° la coordination du plan "Habitat permanent dans les équipements touristiques";

3° les pouvoirs subordonnés, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi;

4° la tutelle administrative, telle que visée à l'article 7 de la loi;

5° la tutelle sur les zones de police, telle que définie par le décret du 12 février 2004 modifiant le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

6° la législation relative aux centres publics d'action sociale et la tutelle sur ceux-ci;

7° la politique de la ville;

8° la rénovation urbaine, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, I, 4°, de la loi.

Art. 8. Valérie De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière, est compétente pour :

1° la Fonction publique et l'administration, en ce compris le Département des Affaires juridiques du Secrétariat général;

2° la simplification administrative;

3° l'e-gouvernement et l'informatique administrative; 4° les prestations familiales visées à l'article 3, 8°, du décret;

5° le tourisme, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, VI, 9°, de la loi;

6° les monuments et les sites, y compris les fouilles, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 7°, de la loi;

7° les infrastructures d'accueil de la petite enfance de quelque nature que ce soit, le financement de ces infrastructures et le suivi de ce financement;

8° la politique en matière de sécurité routière, telle que visée par l'article 6, § 1^{er}, XII, de la loi, y compris la tutelle sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques.

Art. 9. Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, est compétente pour :

1° l'environnement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, II, 1° à 4°, de la loi, en ce compris l'éducation à l'environnement;

2° les richesses naturelles, telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, VI, 5°, de la loi;

3° le développement durable, y compris les conventions de transition écologique;

4° le démergement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, III, 9°, de la loi;

5° le bien-être des animaux, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, XI, de la loi;

6° la rénovation rurale et la conservation de la nature, telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, III, de la loi, le remembrement et l'éducation à la nature, à l'exception de la chasse et de la pêche;

7° le fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers.

Art. 10. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 13. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 septembre 2019.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204305]

**13. SEPTEMBER 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung
der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001, vom 12. August 2003, vom 19. Juli 2012 und vom 6. Januar 2014 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Sonderdekrets vom 12. Juli 1999 zur Erhöhung der Höchstanzahl der Mitglieder der Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden sollte, möglichst effizient zu arbeiten;

Aufgrund der Dringlichkeit, die besonders durch die Notwendigkeit begründet wird, dass die in Anwendung von Artikel 60 und 71 des vorerwähnten Sondergesetzes zur Reform der Institutionen gebildete Wallonische Regierung die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten hat;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": ein Minister, Mitglied der Wallonischen Regierung;

2° "Gesetz": das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001, vom 12. August 2003, vom 19. Juli 2012 und vom 6. Januar 2014 abgeänderten Fassung;

3° "Dekret": das Dekret vom 11. Juli 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2 - Elio Di Rupo, Ministerpräsident, ist zuständig für:

1° die Koordinierung der Regierungspolitik und ihrer Kommunikation;

2° die innerbelgischen Beziehungen, einschließlich der Befassung des Konzertierungsausschusses zwischen der Föderalregierung und den Regierungen der Gemeinschaften und Regionen, die Arbeitsweise der Institutionen und die Beziehungen zum Parlament;

3° die Bewertung, die Zukunftsforschung und die Statistik;

4° die Koordinierung des Übergangsplans;

5° die Koordinierung der Akten bezüglich der europäischen Strukturfonds sowie deren Umsetzung und Bewertung, einschließlich der Beziehungen zu den europäischen, nationalen und regionalen Einrichtungen;

6° die Koordinierung der Armutsbekämpfung;

7° die finanzielle Intervention nach durch allgemeine Naturkatastrophen verursachten Schäden, im Sinne von Artikel 6 § 1 II Ziffer 5 des Gesetzes;

8° die Koordinierung des Plans "Pluies";

9° die Verteilung der Mittel der Nationallotterie;

10° den Antrag auf die Anordnung von Verfolgungen, die Teilnahme an der Ausarbeitung von Richtlinien im Bereich der Kriminalpolitik und die Teilnahme an den Versammlungen der Generalprokuratoren;

11° den Raum Wallonie-Brüssel;

12° die internationalen Beziehungen, einschließlich der Beziehungen zu den europäischen Einrichtungen, und die in Artikel 6ter des Gesetzes angeführte Entwicklungszusammenarbeit;

13° die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für die Ein- und Ausfuhr betreffend die Armee und die Polizei, und unter Einhaltung der Kriterien, die im Verhaltenskodex der Europäischen Union für Waffenausfuhren festgelegt sind, im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 4 des Gesetzes;

14° die Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen betreffend die Armee und die Polizei, im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Ziffer 8 des Gesetzes.

Art. 3 - Willy Borsus, Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren, ist zuständig für:

1° die Wirtschaft im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffern 1 bis 3 und Ziffern 6 bis 8 des Gesetzes, einschließlich:

a) der K.M.B. und der Zulassung der Unternehmer;

b) des wirtschaftlichen Impulsfonds zugunsten der besonders benachteiligten Gebiete, die sich in wirtschaftlicher Umstellung befinden, einschließlich der Koordinierung der Akten;

c) der Wettbewerbscluster und ihrer Koordinierung;

d) des Clusters Bildtechnik;

e) der Politik in Sachen Absatzmärkte und Export und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte außerhalb der Region;

f) der Betreuung ausländischer Investoren;

g) der Preispolitik im Wassersektor;

2° die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6bis des Gesetzes;

3° den Außenhandel;

4° die neuen Technologien, einschließlich des Glasfasernetzes;

5° die Telekommunikation;

6° die Cyber-Schulen und die Cyber-Klassen;

7° die digitale Wirtschaft;

8° die Handelsniederlassungen;

9° die Aufsicht über die SA SOWAFINAL, unbeschadet der spezifischen, mit den Finanzierungsprogrammen verbundenen Zuständigkeiten der von der Funktion her zuständigen Minister;

10° das IFAPME und die Kompetenzzentren;

11° die Raumordnung im Sinne von Art. 6 § 1 I des Gesetzes mit Ausnahme der Ziffern 4 und 7;

12° das spezifisch bei Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit anwendbare Gerichtsverfahren im Sinne von Artikel 6quater des Gesetzes;

13° die Zukunftsforschung bei der Weiterentwicklung städtischer Gebiete;

14° die Ausführung des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrsnetz;

15° die Kartographie;

16° die Landwirtschaft im Sinne von Artikel 6 § 1 V Ziffern 1, 2 und 3 des Gesetzes, einschließlich der finanziellen Intervention nach durch landwirtschaftliche Katastrophen verursachten Schäden, des Zentrums für agronomische Forschung von Gembloux, der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte außerhalb der Region;

17° die berufliche Umschulung und Weiterbildung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 3 des Dekrets, was den Agrarsektor betrifft;

18° die Jagd und den Fischfang.

Art. 4 - Philippe Henry, Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität, ist zuständig für:

- 1° die Energie im Sinne von Artikel 6 § 1 VII des Gesetzes, einschließlich der Erschließung von Halden;
- 2° das Klima;
- 3° die Mobilität, einschließlich der sanften Mobilität;
- 4° den öffentlichen Verkehr im Sinne von Artikel 6 § 1 X Ziffer 8 des Gesetzes und die Aktionen von Programm 14.02 des Haushaltsplans;
- 5° den Schülertransport im Sinne von Artikel 3 Ziffer 5 des Dekrets;
- 6° die Förderung der schiffbaren Wasserstraßen und des RAVeL;
- 7° die regionalen Aspekte der Durchführung des Investitionsplans der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen und, gemäß dem Dekret vom 28. Februar 2019 zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 5. Oktober 2018 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Finanzierung der strategischen Eisenbahninfrastrukturen, die zusätzliche Finanzierung von Investitionen zur Einrichtung, Anpassung oder Modernisierung von Eisenbahnlinien, sowie von zusätzlichen Ausrüstungen an nicht überwachten Halteplätzen, die deren Sichtbarkeit und Intermodalität mit öffentlichen Transportmitteln, aktiven Transportmitteln, Taxis und geteilten Autos verbessern, unter der Bedingung, dass diese Investitionen ergänzend zu Investitionen getätigt werden, die in einem mehrjährigen Investitionsplan angeführt sind, für den die Förderbehörde zureichende Mittel gewährt, um ein attraktives, effizientes und wirksam mit den anderen Transportmitteln auf dem gesamten Gebiet vernetztes Eisenbahntransportangebot zu gewährleisten, unter Einhaltung einer Proportionalität zur föderalen Finanzierung, die im vorgenannten Kooperationsabkommen bestimmt wird;
- 8° die Polizeiregeln für die Schifffahrt auf schiffbaren Wasserstraßen, mit Ausnahme der Vorschriften im Bereich des Transports von tierischen Stoffen, die eine Gefahr für die Bevölkerung darstellen, des Transports von radioaktiven Stoffen und des Transports von explosionsgefährlichen Stoffen;
- 9° die Regeln für die Besatzungsmitglieder im Bereich der Binnenschifffahrt und für die Sicherheit der Binnenschiffe, einschließlich derjenigen, die ebenfalls für nicht internationale Seereisen benutzt werden;
- 10° die minimalen technischen Sicherheitsnormen für den Bau und die Instandhaltung von Straßen und deren Nebenanlagen, sowie von Wasserstraßen und deren Nebenanlagen;
- 11° die Vorschriften für den Transport gefährlicher Güter und den Sondertransport auf der Straße, mit Ausnahme der Vorschriften im Bereich des Transports von radioaktiven Stoffen, des Transports von explosionsgefährlichen Stoffen und des Transports von tierischen Stoffen, die eine Gefahr für die Bevölkerung darstellen;
- 12° die öffentlichen Arbeiten im Sinne von Artikel 6 § 1 X Ziffern 1 bis 6 des Gesetzes, einschließlich der Grünflächen entlang den Straßen und Wasserstraßen;
- 13° das Ausbaggern der Wasserstraßen, einschließlich der eigentlichen Ausbaggerarbeiten, der Behandlung, der Trocknung und der Verwertung von Baggergut;
- 14° die großen Kunstbauten im Sinne des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 1993 zur Festlegung der Liste der Wasserstraßen und deren Nebenanlagen, die der Staat der Wallonischen Region übertragen hat;

Art. 5 - Christie Morreale, Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen, ist zuständig für:

- 1° die Beschäftigungspolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 IX des Gesetzes;
- 2° die Sozialförderung, die berufliche Umschulung und Weiterbildung und die alternierenden Ausbildungssysteme im Sinne von Artikel 3 Ziffern 2, 3 und 4 des Dekrets, außer was den Agrarsektor, das IFAPME und die Kompetenzzentren betrifft;
- 3° die Sozialwirtschaft;
- 4° die Gesundheitspolitik im Sinne von Artikel 3 Ziffer 6 des Dekrets;
- 5° die Personenpflege im Sinne von Artikel 3 Ziffer 7 des Dekrets, mit Ausnahme der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht;
- 6° die Preispolitik in Altenheimen;
- 7° die Chancengleichheit;
- 8° die Rechte der Frauen.

Art. 6 - Jean-Luc Crucke, Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen, ist zuständig für:

- 1° den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1993 zur Schaffung von fünf öffentlich-rechtlichen Gesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens und der durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen übertragenen Zuständigkeiten in Steuerfragen;
- 2° die Flughäfen, im Sinne von Artikel 6 § 1 X Ziffern 7 und 9 des Gesetzes sowie deren Ausstattung und Betrieb;
- 3° die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Infrastrukturen für Leibeserziehung, Sport und Leben im Freien, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1 des Dekrets.
- 4° die Standortwahl der Dienststellen und Einrichtungen sowie die Immobilienverwaltung;
- 5° die Beglaubigung der Immobilienurkunden im Sinne von Artikel 6quinquies des Gesetzes.

Art. 7 - Pierre-Yves Dermagne, Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte, ist zuständig für:

- 1° das Wohnungswesen im Sinne von Artikel 6 § 1 IV des Gesetzes;
- 2° die Koordinierung des Plans "Ständiges Wohnen in den touristischen Anlagen";
- 3° die untergeordneten Behörden im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII des Gesetzes;
- 4° die Verwaltungsaufsicht im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes;
- 5° die Aufsicht über die Polizeizonen im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region;
- 6° die Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht;
- 7° die Städtepolitik;
- 8° die Stadterneuerung im Sinne von Artikel 6 § 1 I Ziffer 4 des Gesetzes;

Art. 8 - Valérie De Bue, Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit, ist zuständig für:

- 1° den öffentlichen Dienst und die Verwaltung, einschließlich der Abteilung Rechtsangelegenheiten des Generalsekretariats;
- 2° die administrative Vereinfachung;
- 3° das E-Government und die Informatik in der Verwaltung;

4° die Familienleistungen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 8 des Dekrets;
 5° den Tourismus im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 9 des Gesetzes;
 6° die Denkmäler und Landschaften, einschließlich der Ausgrabungen, im Sinne von Artikel 6 § 1 I Ziffer 7 des Gesetzes;

7° die Infrastrukturen jedweder Art zur Betreuung der frühen Kindheit, die Finanzierung dieser Infrastrukturen und die Überwachung dieser Finanzierung;

8° die Politik in Sachen Verkehrssicherheit im Sinne von Artikel 6 § 1 XII des Gesetzes, einschließlich der Genehmigungsaufsicht über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen.

Art. 9 - Céline Tellier, Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz, ist zuständig für:

1° die Umwelt im Sinne von Artikel 6 § 1 II Ziffern 1 bis 4 des Gesetzes, einschließlich der Umwelterziehung;

2° die Naturschätze im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 5 des Gesetzes;

3° die nachhaltige Entwicklung einschließlich der Vereinbarungen über den ökologischen Wandel;

4° die Wasserhaltung im Sinne von Artikel 6 § 1 III Ziffer 9 des Gesetzes;

5° den Tierschutz im Sinne von Artikel 6 § 1 XI des Gesetzes;

6° die ländliche Erneuerung und die Erhaltung der Natur, im Sinne von Artikel 6 § 1 III des Gesetzes, die Flurbereinigung und die Naturerziehung, mit Ausnahme der Jagd und des Fischfangs;

7° den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung, einschließlich der Koordinierung der Akten.

Art. 10 - In der Unterschrift der Dekrete und Erlasse kann der Titel des Ministers nur den Bereich, der Gegenstand der betreffenden Dekrete und Erlasse ist, anführen.

Die Dekrete und Erlasse der Regierung werden vom Ministerpräsidenten gegengezeichnet.

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung wird aufgehoben.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 13 - Die Minister werden, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. September 2019

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
 digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
 soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,
 beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. De BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204305]

13 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd o.a. bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 12 juli 1999 tot opvoering van het maximumaantal Regeringsleden;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Overwegende dat de Regering zo doeltreffend mogelijk moet kunnen werken;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, inzonderheid ingegeven door de noodzaak voor de Waalse Regering, samengesteld overeenkomstig de artikelen 60 en 71 van voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, om de continuïteit van de openbare dienstverlening te vrijwaren;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "Minister" : een Minister, Lid van de Waalse Regering;

2° "wet": de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° "decreet": het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Art. 2. Elio Di Rupo, Ministre-President, is bevoegd voor :

1° de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededeling ervan;

2° de onderlinge Belgische betrekkingen, met inbegrip van de aanhangigmaking van zaken bij het overlegcomité "Federale Regering, Gemeenschaps- en Gewestregeringen", alsmede de werking van de instellingen, met inbegrip van de betrekkingen met het Parlement;

3° de evaluatie, het prospectief beleid en statistiek;

4° de coördinatie van het transtieplan;

5° de coördinatie van de dossiers betreffende de Structuurfondsen, van hun uitvoering en evaluatie, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, de nationale en de gewestelijke instellingen;

6° de coördinatie van de armoedebestrijding;

7° de financiële tegemoetkoming naar aanleiding van schade veroorzaakt door algemene rampen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, 5°, van de wet;

8° de coördinatie van het plan "Pluies";

9° de verdeling van de middelen afkomstig van de Nationale Loterij;

10° het verzoek om vervolgingen te gelasten, de deelneming aan de uitwerking van richtlijnen inzake het strafbeleid en de deelneming aan de vergaderingen van het College van de procureurs-generaal;

11° de "Espace Wallonie-Bruxelles";

12° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen en de ontwikkelings samenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;

13° de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik of voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie, en mits naleving van de criteria die bepaald zijn door de Gedragscode van de Europese Unie inzake wapenuitvoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4°, van de wet;

14° de licenties voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik of voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 8°, van de wet.

Art. 3. Willy Borsus, Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Digitale Innovatie, Landbouw, het "IFAPME" en de Vaardigheidscentra is bevoegd voor :

1° economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 1° tot 3°, en 6° tot 8°, van de wet, met inbegrip van:

a) de kmo's en de erkenning van de ondernemers;

b) het economisch impulsfonds ten gunste van de meest benadeelde reconversiegebieden, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers;

c) de concurrentiepolen en de coördinatie ervan;

d) de beeldindustrie;

e) het afzetmarktbeleid en de uitvoer en de promotie van land- en tuinbouwproducten buiten het gewest;

f) de begeleiding van buitenlandse investeringen;

g) het prijzenbeleid in de watersector;

2° het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6bis van de wet;

3° de buitenlandse handel;

4° de nieuwe Technologieën met inbegrip van het glasvezelnet;

5° de telecommunicatie;

6° de cyberscholen en de cyberklassen;

7° de digitale economie;

8° de handelsvestigingen;

9° het toezicht op de "SA SOWAFINAL" onverminderd de specifieke bevoegdheden van de functionele Ministers inherent aan de financieringsprogramma's;

10° het "IFAPME" en de vaardigheidscentra;

11° ruimtelijke ordening, zoals bedoeld in artikel 6°, § 1, I, van de wet, met uitzondering van 4° en 7°;

12° de gerechtelijke procedure die bijzonder van toepassing is in geval van onteigening ten algemene nutte, zoals bedoeld in artikel 6quater van de wet;

13° het prospectief voor de uitbreiding van de stedelijke gebieden;

14° de cartografie;

15° de landbouw, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, 1°, 2° en 3°, van de wet, met inbegrip van financiële tegemoetkoming naar aanleiding van schade veroorzaakt door landbouwrampen, het "Centre wallon de recherches agronomiques" van Gembloux, de slachthuizen en de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;

16° de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet, voor de landbouwsector;

17° de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet, voor wat betreft de landbouwsector

18° de jacht en de visserij.

Art. 4. Philippe Henry, Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuur en Mobiliteit is bevoegd voor :

1° energie zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VII, van de wet, met inbegrip van de valorisering van de terrils;

2° klimaat;

3° mobiliteit, met inbegrip van de zachte mobiliteit;

4° openbaar vervoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8°, van de wet en de acties van begrotingsprogramma 14.02;

5° leerlingenvervoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet;

6° de bevordering van de waterwegen en van het RAVEL-wegennet;

7° de gewestelijke aspecten van de uitvoering van het investeringsplan van de NBMS en overeenkomstig het decreet van 28 februari 2019 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 5 oktober 2018 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de financiering van de strategische spoorweginfrastructuren, de bijkomende financiering voor investeringen in de aanleg, aanpassing of modernisering van de spoorlijnen, alsook van de bijkomende uitrusting op de onbewaakte stopplaatsen, om hun zichtbaarheid en intermodaliteit met openbaar vervoer, actieve vervoerswijzen, taxi's en autodelen te verbeteren voor zover deze verder gaan dan de investeringen die voorzien zijn in een meerjareninvesteringsplan dat effectief in voldoende financiering door de federale overheid voorziet teneinde een aantrekkelijk en performant aanbod voor het spoorvervoer dat goed aansluit op de andere vervoermiddelen te verzekeren op het gehele grondgebied i en in een door het bovengenoemde samenwerkingsakkoord vastgelegde evenredigheid ten opzichte van de federale financiering;

8° de ordehandhavingsregels voor het verkeer over de waterwegen, onder uitsluiting van de regelgeving inzake nucleair vervoer, het vervoer van explosieven en het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking;

9° de bemanningsvoorschriften voor de binnenscheepvaart en de regels ter zake van de veiligheid van de boten in de binnenscheepvaart en van de boten in de binnenscheepvaart die eveneens worden gebruikt om niet-internationale reizen over de zee te verrichten;

10° de minimale technische veiligheidsnormen inzake het bouwen en onderhouden van wegen en hun aanhorigheden, en van waterwegen en hun aanhorigheden;

11° de reglementering inzake het vervoer van gevaarlijke goederen en uitzonderlijk vervoer over de weg, met uitsluiting van de regelgeving inzake nucleair vervoer, het vervoer van explosieven en het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking;

12° openbare werken, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 1° tot 6°, van de wet, met inbegrip van de langs de wegen en bevaarbare waterwegen gelegen groengebieden;

13° het uitbaggeren van waterwegen, waaronder het eigenlijke uitbaggeren zelf, de behandeling, de droging en de valorisering van baggerresten;

14° de grote kunstwerken zoals bepaald in het koninklijk besluit van 2 februari 1993 tot vaststelling van de lijst van de waterwegen en hun aanhorigheden overgedragen van de Staat aan het Waalse Gewest.

Art. 5. Christie Morreale, Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten is bevoegd voor :

1° het tewerkstellingsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;

2° de sociale promotie, de beroepsomscholing en -bischolingherscholing en de systemen voor alternerende opleiding, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, 3° en 4° van het decreet, behalve in de landbouwsector, het "IFAPME" en de vaardigheidscentra;

3° de sociale economie;

4° het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, van het decreet;

5° de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet, met uitzondering van de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;

6° het prijzenbeleid in de rustoorden;

7° de gelijke kansen;

8° de rechten van de vrouwen.

Art. 6. Jean-Luc Crucke, Minister van Financiën, Begroting, Luchthavens en Sportinfrastructuren, is bevoegd voor :

1° de begroting, de financiën en de Schatkist, met inbegrip van de uitvoering van het decreet van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerde onderwijs en de fiscale bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld bij de bijzondere wet van 1993 juli 13 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;

2° de luchthavens, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 7° en 9°, van de wet, alsook de uitrusting en exploitatie daarvan;

3° de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en private infrastructures voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet;

4° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende goederen en het beheer van roerende goederen;

5° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6^{quinquies} van de wet.

Art. 7. Pierre-Yves DERMAGNE, Minister van Huisvesting, Lokale Besturen en Stedenbeleid, is bevoegd voor :

1° de huisvesting, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de wet;

2° de coördinatie van het plan "Permanente bewoning in de toeristische uitrustingen";

3° de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet;

4° het administratief toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet;

5° het toezicht op de politiezones zoals omschreven bij het decreet van 12 februari 2004 tot wijziging van het decreet van 1 april 1999 tot regeling van het toezicht op de gemeenten, provincies en intercommunales van het Waalse Gewest;

6° de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;

7° het stedenbeleid;

8° de stadsvernieuwing, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 4°, van de wet.

Art. 8. Valérie De Bue, Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid is bevoegd voor :

1° de Ambtenarenzaken en de overheidsbesturen, met inbegrip van het Departement Juridische Zaken van het Secretariaat-generaal;

2° administratieve vereenvoudiging;

3° de E-Government en administratieve informatica; 4° de gezinsbijslagen bedoeld in artikel 3, 8°, van het decreet;

5° het toerisme, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 9°, van de wet;

6° de monumenten en landschappen, met inbegrip van de opgravingen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7°, van de wet;

7° de opvanginfrastructuren voor peuters, ongeacht de aard ervan, de financiering van die infrastructuren en de opvolging van die financiering;

8° het beleid inzake de verkeersveiligheid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, XII, van de wet, met met inbegrip van het toezicht op de aanvullende reglementen voor openbare wegen.

Art. 9. Céline Tellier, Minister van Leefmilieu, Natuur, Dierenwelzijn en Rurale Renovatie is bevoegd voor :

1° leefmilieu, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 1° tot 4°, van de wet, met inbegrip van milieuopvoeding;

2° natuurlijke rijkdommen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 5° van de wet;

3° duurzame ontwikkeling, met inbegrip van de ecologische transitieovereenkomsten;

4° ontwatering, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, 9°, van de wet;

5° dierenwelzijn, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, XI, van de wet;

6° rurale renovatie en het natuurbehoud, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet, de ruilverkaveling en de natuuroopvoeding, met uitzondering van de jacht en de visserij;

7° het impulsfonds voor landelijke economische ontwikkeling, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers.

Art. 10. In de ondertekening van de decreten en de besluiten hoeft in de titel van de Minister enkel de aangelegenheid vermeld te worden die betrekking heeft op die decreten en besluiten.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 13. De Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 september 2019.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/14673]

12 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation de la décision de la commune d'Anderlecht d'abroger totalement le plan particulier d'affectation du sol « Pont de Cureghem »

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT), en particulier les articles 58 à 61 ;

Vu le plan régional d'affectation du sol (PRAS) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 ;

Vu le plan régional de développement durable (PRDD) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2018 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/14673]

12 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van de beslissing van de gemeente Anderlecht om het bijzonder bestemmingsplan "Brug van Kuregem" volledig op te heffen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), voornamelijk op de artikelen 58 tot 61;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan (GBP), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

Gelet op het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2018;